

601J5004 / F / 2318887E

**FACTURE / INVOICE 601J5004****ORIGINAL**

PARIS, le 19/01/2016

NUMEN DIGITAL
24 Rue Marc Seguin

V/REF.

ACHAT

N°/PTF

78018
FPARIS
FRANCE

TVA Intra : FR26389516147

REF. KJ/BD/10 2318887E 04776 650 P5				
AUTEUR :	T V A	PRIX UNITAIRE	QUANTITE	TOTAL
TITRE :				
Marché IMP2014 - LOT 1 -2014M2854 Projet BNF Ouvrages 2014 Bon de commande 7894 =====				
Affaire suivie par : Matthieu GIOUX				
OCR TYPE A	2	0,359	13621,60	4890,15
TOTAL PRODUCTION H.T.	2			4890,15
- T.V.A. à 20 %	2	4890,15	0,20	978,03
-				
TOTAL GENERAL (EUROS)			EUR	5868,18
-				
REGLEMENT PAR VIREMENT SOUS 30 JOURS				
Au 22.02.2016				
Aucune déduction d'un escompte autre que celui mentionné éventuellement sur la facture n'est accepté.				
- Montant et conditions des pénalités de retard: - Toute somme non payée aux échéances convenues produira de plein droit une pénalité de retard dont le montant est équivalent à trois fois le taux de l'intérêt légal sauf conditions particulières convenues entre les Parties. Ces pénalités sont exigibles le jour suivant la date de règlement inscrite sur la présente facture sans qu'un rappel ne soit nécessaire.				
-				
Veuillez effectuer votre paiement à :				
CREDIT DU NORD - BEAUBOURG ENTREP.				
IBAN: FR76 3007 6021 6310 3178 0020 032 BIC: NORDFRPP				
SIRET: 582 131 264 00100				

TVA acquittée sur les débits. n° TVA intracommunautaire : FR 81 582 131 264

Siège social : 1, rue du Docteur Sauvé - 53100 MAYENNE - Tél. : +33 (0) 2 43 08 25 54 - Fax : +33 (0) 2 43 08 25 70

Adresse postale : 11, bd. de Sébastopol - CS 70004 - 75036 PARIS CEDEX 01 - Tél. : +33 (0) 1 44 76 54 40 - Fax : +33 (0) 1 44 76 86 39

Société anonyme au capital de 3 756 343, 78 Euros - R.C.S. Laval 582 131 264 - Code NAF 1812 Z

à ceux de nos clients qui en feront la demande. Nos marchandises voyagent aux risques et périls des destinataires. Clause de réserve de propriété : le transfert de propriété des marchandises vendues, quelles soient livrées ou non, est suspendu au paiement intégral de leur prix en principal et accessoires, nonobstant le transfert des risques de la marchandise à l'acheteur. En cas de contestation, le Tribunal de Commerce de Paris sera seul compétent.

